



**Label arnaque**

## **RSA, LABEL ARNAQUE**

Le RSA n'est pas, et loin de là, la belle avancée sociale de lutte contre la pauvreté, bien au contraire elle l'institutionnalise rendant les pauvres encore plus pauvres, fragilisant toujours plus des milliers de personnes.

Les conditions pour être bénéficiaire du RSA sont plus drastiques que celles qu'il y avait pour devenir allocataire du RMI.

Inutile de demander le RSA si un jour vous avez pu faire l'acquisition d'un logement, d'une voiture... Vos biens personnels, votre entourage familial font l'objet d'une enquête minutieuse... ils pourraient subvenir à vos besoins.

Le RSA permet de travailler, et selon les dire du gouvernement d'avoir un supplément de revenu provenant du travail. Que nenni !

Le RSA, et en particuliers le RSA d'activité, privent certains salariés de droits, d'exonérations éventuelles. Pour n'en nommer que quelques uns, la CMU, la taxe habitation et la redevance audiovisuelle, la gratuité des transports sur certains territoires... .

Force est de constater que de nombreuses personnes ont encore moins de moyens pour vivre, voire pour survivre. Le rapport récent du conseil national des politiques de lutte relatif à l'objectif de baisse d'un tiers de la pauvreté le confirme. La revalorisation de certains minima sociaux ne se traduit pas par une baisse de la pauvreté. 8,8 millions de personnes vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté fixé à 954 € mensuels.

Le RSA d'activité et bientôt les 7 heures de travail obligatoire sont une véritable aubaine pour le patronat, une main d'œuvre corvéable à merci. Cela n'est pas sans rappeler des périodes sombres de notre histoire, le STO !

Le RSA n'est qu'un moyen sournois de contrôle social, de stigmatisation des privés d'emploi. La fraude sociale dont on nous rabat les oreilles, il faut la chercher ailleurs. Des milliards de cotisations dues par le patronat aux différentes caisses (Urssaf, UNEDIC, retraites...) n'arrivent jamais à destination.

Les dirigeants du CAC 40, de multinationales, ne sont pas poursuivis. Le gouvernement et le Medef préfèrent s'en prendre aux plus démunis en les rendant coupables d'être le cancer de la société, responsables de la crise.

De l'argent, il y en a. Ce que revendiquent haut et fort les privés d'emploi, les précaires, c'est le droit au travail pour tous comme cela est inscrit dans notre constitution. Ils veulent un travail stable, choisi, qualifiant et correctement rémunéré. Ils veulent vivre dignement et refusent la soumission.

**Le RSA ne sera jamais la solution.**